



Sandrine **CLAVIERES**
candidate NPA
sur la 5ième circonscription du Puy de Dôme
Thiers-Ambert-Pont du château
39 rue guynemer
63000 Clermont Ferrand
06.75.29.21.42
npathiersambertlegislatives@gmail.com
<http://npathiersambertlegislative.over-blog.com>

à la FSU

Madame, Monsieur,

Nous sommes d'accord avec vous, depuis plusieurs années, une avalanche de réformes ont largement déstabilisé le système éducatif. Nous sommes pour l'abrogation de toutes les lois qui ont détruit le service public d'éducation.

Nous prôtons un programme d'urgence pour l'éducation nationale.

Pour nous, l'éducation n'est pas une marchandise mais un droit pour tous les jeunes.

Nous refusons l'influence directe ou indirecte du patronat sur la politique éducative, son organisation et son contenu.

Nous exigeons une totale gratuité des études, et l'abrogation de tous les frais imposés.

Nous défendons le statut de fonctionnaire d'Etat titulaire pour l'ensemble des personnels qui travaillent dans les écoles, enseignants, assistants et agents.

Nous refusons également toutes les formes de privatisation de l'école (écoles dites « libres », privées, religieuses, dont l'objectif est de vendre du savoir, de la compétence, et une éducation dans l'entre soi.) Nous nous battons contre toutes les subventions ouvertes ou déguisées aux écoles privées.

Nous défendons une école publique, gratuite, laïque et mixte, ouverte à tous les jeunes et leur permettant d'apprendre et de progresser ensemble avec tout l'accompagnement nécessaire.

Pour nous, nous devons décider démocratiquement ce que les jeunes doivent tous apprendre.

Nous refusons la transformation des établissements et des universités en entreprises mises en concurrence ou l'abandon du monopole d'État quant à la délivrance des diplômes et à la délimitation des qualifications.

Nous exigeons un débat public et démocratique permettant de définir ensemble les programmes et les contenus d'une école commune sans sélection ni orientation de 3 à 18 ans.

Nous refusons l'organisation de l'apprentissage par les chambres de commerce. Tous les organismes de formations professionnelles doivent être nationalisés, devenir gratuits pour les élèves et déboucher sur des diplômes nationaux permettant des négociations salariales claires.

Nous sommes pour poursuivre le mouvement de progression du droit à l'éducation.

Pour démocratiser l'école, nous refusons toute orientation ou sélection avant 18 ans. Les enfants et les jeunes doivent pouvoir acquérir ensemble une éducation commune avant le choix d'un parcours professionnel quel qu'il soit.

Nous défendons la possibilité de scolariser les enfants dès 2 ans, dans des maternelles à petits effectifs, nous défendons le droit à la scolarité de l'ensemble des jeunes handicapés, avec des personnels formés et titulaires, avec toutes les adaptations nécessaires, nous défendons le droit de tous les jeunes à une culture commune et partagée comprenant l'accès à l'ensemble des disciplines.

Nous sommes contre les évaluations nationales qui sont autant de moyens de trier des milliers d'élèves que de contrôler le travail en classe des enseignants et donc d'avancer sur la prime au mérite.

Nous refusons tout fichage de l'enfance, nous nous opposons à toute compilation publique ou numérisation des « performances », des «

capacités » ou des « compétences » d'un être humain. Apprendre c'est essayer, se tromper, recommencer, dans un cadre bienveillant qui permet des chemins différents.

Nous défendons l'acquisition de tous les savoirs disponibles, par tous les êtres humains en défendant les conditions d'apprentissage adaptées à chacun. Les savoirs ne sauraient être réduits aux « compétences nécessaires à l'employabilité ».

Nous exigeons le maintien des évaluations des enfants et des jeunes dans l'espace de la relation entre l'enseignant, l'élève et ses parents.

Nous nous battons pour une éducation coopérative qui exclut l'individualisme et la compétition et qui se donne pour but l'acquisition de savoirs émancipateurs et d'une éthique qui inclut le respect des personnes, le rejet des discriminations, et le respect de la planète.

Nous refusons les notes et les classements : lutter contre les livrets de compétences ne signifie pas qu'il faille accepter l'ancien système de compétition chiffrée.

Pour nous, pour en finir avec les difficultés et les échecs scolaire, nous refusons que l'école soit une « chance » que pour quelques uns de « s'en sortir ».

Pour nous l'école est un droit qui fait que chaque jeune peut acquérir des savoirs réels, lui permettant de comprendre le monde, de réfléchir à ce qu'il faut faire, et de trouver son autonomie par une formation professionnelle, à l'issue de ce parcours de formation partagé.

Pour en finir avec l'échec social de l'école qui met en difficulté les jeunes des milieux populaires, il faut d'abord des mesures sociales qui améliorent la vie de tous : droit au logement décent, droit au travail pour leurs parents, droit aux soins gratuits, droits sociaux qui sont le socle nécessaire d'une éducation.

Puis il faut en finir avec la hiérarchisation des disciplines, avec l'apprentissage en savoirs morcelés, et les rythmes scolaires qui imposent à tous de marcher d'un même pas. Il faut repenser jusqu'aux locaux scolaires et la taille des établissements. Chaque jeune doit pouvoir être connu et reconnu, et son parcours d'apprentissage doit pouvoir être adapté, sans logique d'échec.

Nous sommes d'accord avec vos revendications et nous sommes solidaire de vos luttes.

Nous ferons tout notre possible pour pouvoir être présent
mercredi 6 juin lors de votre rassemblement

Cordiales salutations,

Sandrine CLAVIERES

(Candidate du NPA sur la 5^{ième} circonscription du puy de dôme)